

APERÇUS SUR L'ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET PARTICULIÈREMENT DES DIX DERNIÈRES ANNÉES

par

François CALLAIS

Il y a une histoire de Compiègne d'avant la Société Historique, notre ville entrant dans l'Histoire au VI^e siècle, lorsque la résidence royale est nommée par Grégoire de Tours. Nous sommes particulièrement redevables aux bénédictins de la congrégation de Saint-Maur, installés à l'abbaye Saint-Corneille depuis 1626, ainsi qu'à quelques autres érudits et chroniqueurs. Il y a aussi une Histoire à côté de la Société Historique. Cependant depuis la fondation du Comité Archéologique, en 1840 (cf. *Les origines et les débuts de la Société Historique, Bulletin* t. 26) d'où est issue, en 1868, notre société, c'est à partir d'elle que s'accomplit l'essentiel des travaux de recherche et de synthèse historiques sur Compiègne et ses environs.

I. SES EFFECTIFS ET SES RELATIONS

La vitalité d'une société peut s'estimer par le nombre des *membres titulaires*, c'est-à-dire payant une cotisation ; ce n'est cependant pas le seul critère. De 1868 à 1914, il y a une croissance continue et rapide (1869 : 68 membres, 1872 : 87, 1895 : 151, 1913 : 175) des titulaires. Les *membres correspondants* augmentent aussi rapidement, grâce à l'action rayonnante d'Arthur de Marsy, secrétaire et fondateur de la société ; puis leur nombre s'abaisse après sa mort en 1900 (1869 : 76, 1872 : 93, 1895 : 101, 1913 : 66). De 1895 à 1914, c'est la "belle époque" de notre société ; c'est d'ailleurs en 1895 qu'elle est reconnue d'"utilité publique" et modifie ses statuts. Si les correspondants prouvent

des liaisons personnelles, les *sociétés correspondantes* assurent des échanges de publications ; les uns et les autres se trouvent dans toute la France et à l'étranger. Le nombre de ces sociétés monte de vingt-trois en 1869 à une soixantaine en 1872, - ce qui signifie une reconnaissance très rapide de Compiègne -, puis reste stable jusqu'en 1914. Les liens resteront longtemps étroits avec la *Société Française d'Archéologie*, grâce à de Marsy et à Raymond Chevallier, et la participation sera longtemps régulière aux *Congrès nationaux des Sociétés Savantes*. Les *membres honoraires*, d'abord au nombre de onze sont, en dehors des membres statutaires, - alors l'évêque et le préfet -, des personnalités acceptant de patronner une société protégée par l'empereur ; il ne s'agira plus ensuite que de quelques personnes ayant rendu des services éminents soit à l'extérieur soit aussi à l'intérieur du conseil mais n'y siégeant plus.

Après les cinq années d'interruption de la "Grande Guerre", la société retrouve sa prospérité puis se stabilise, semblant vivre sur sa lancée de même que la ville dont l'économie traditionnelle se maintient mais sans innovation (1920 : 127 *titulaires*, 1930 : 212, 1938 : 191). Les *correspondants* continuent à diminuer, de trente-quatre en 1920 à une vingtaine en 1938. Les *sociétés correspondantes* restent stables, une cinquantaine de françaises et une dizaine d'étrangères. La dernière guerre n'interrompt guère les activités plus d'un an ; là comme ailleurs, une sorte de revanche est prise sur l'humiliation de la défaite et on trouve une compensation dans la créativité intellectuelle, les projets d'avenir et même la vitalité démographique ; ajoutons que les distractions culturelles sont rares. Cependant nous n'avons pas d'indications sur l'évolution des effectifs jusqu'en 1952. En 1927, les statuts avaient dû être adaptés à l'évolution de la législation sur les sociétés d'utilité publique.

Depuis 1946, la société se maintient, avec des fluctuations qui peuvent s'expliquer par les difficultés de l'après-guerre, puis par l'évolution sociologique et par les concurrences (1952 : 177 *titulaires*, 1960 : 222, 1978 : 165, 1993 : 190). La population de Compiègne, restée stable entre 1900 et 1946, comptant de 17 à 19 000 habitants, va exploser ensuite et dépasse actuellement 45 000 habitants, les environs augmentant également beaucoup avec la péri-urbanisation et la rurbanisation des campagnes voisines. Depuis la dernière guerre, notre société a donc, proportionnellement au chiffre de la population, beaucoup perdu. Elle a de la peine à pénétrer dans les nouveaux quartiers et à intéresser une nouvelle population, pas réellement intégrée, ignorant l'enracinement et le patriotisme local. Un Compiégnois, d'un certain niveau intellectuel, n'est réellement intégré que s'il s'intéresse à la Société Historique. Il y a aussi une évolution sociologique de notre recrutement. Que sont devenus les "propriétaires" et notamment les

"châtelains" ? Les "rentiers", sont remplacés par les "retraités", souvent plus âgés. Le clergé, les magistrats, les professions libérales ne fournissent plus que de trop rares individualités. Les universitaires restent aussi peu nombreux. Sur les cent quatre-vingt dix adhérents actuels, il y a trente ménages et le rôle des femmes a beaucoup augmenté. Rappelons que les femmes sont apparues en 1894 et qu'elles jouent un rôle au conseil depuis 1946 ; là encore il y a un naturel parallélisme avec l'évolution sociale. Cent trente adhérents habitent Compiègne, quarante l'Oise, la plupart dans les villages voisins ; enfin vingt en dehors de l'Oise, la plupart à Paris ou la proche banlieue.

Les *correspondants* s'étaient éteints mais deux viennent d'être reconnus et la catégorie pourrait s'étendre. Les *sociétés correspondantes* françaises, tombées à dix-sept en 1960, sont remontées à trente-huit mais les sociétés étrangères ont baissé à quatre et, dans ce domaine, l'Europe n'est qu'un vain mot. Il y a actuellement douze sociétés picardes, dont trois ayant leur siège à Compiègne ; de même qu'entre les deux guerres mondiales on avait tenté d'organiser un congrès des sociétés de l'Oise, on tenta de lancer une *Journée des Sociétés Savantes de Picardie* qui eut lieu à Beauvais en 1984, Laon en 1985, Amiens en 1986, Compiègne en 1987 lors du Millénaire Capétien. Nous sommes liés à quatre sociétés d'Ile-de-France et adhérons à la *Fédération des Sociétés Savantes de Paris et d'Ile-de-France* dont les présidents se sont réunis à Compiègne en 1991. Enfin nous correspondons avec vingt-deux sociétés d'autres provinces (il nous manque Reims !). Les *statuts* ont encore dû être révisés en 1979 et 1991, afin de leur donner plus de souplesse (mandat présidentiel possible de dix années consécutives), de les adapter à nos moyens (publications payantes pour nos adhérents mais à un prix de faveur), tout en répondant aux nouvelles exigences concernant les sociétés d'utilité publique. Le parrainage des nouveaux adhérents a été maintenu, car il ne suffit pas de payer une cotisation mais il faut aussi s'engager à respecter une tradition ; nous ne sommes pas un groupement d'anonymes mais une amitié, fondée sur des goûts communs pour l'étude de notre passé et un attachement à nos racines et à notre patrimoine.

II. UNE NÉCESSAIRE ADAPTATION

Depuis le Second Empire, les générations se sont succédées et il y a un renouvellement très progressif du *conseil* : les de Marsy, du Lac, Albert de Roucy, Alexandre Sorel, Méresse, rejoints par l'abbé Lécot et l'abbé Morel, puis les Raymond Chevallier, Francis de Roucy, Cauchemé, Bonnault d'Houët, Arthur Bazin, font place aux Jean de Bréda, Carolus Barré, Mestre, Hémery, Jean Desmarest (demeuré au conseil de 1928 à 1990), aux Mourichon, Vergnet-Ruiz... De 1946 à 1972, c'est Jacques et Suzanne Mourichon qui, en fait, maintiennent la société ; grands bourgeois de Compiègne, intégrés à la vie mondaine et civique de la cité, disposant d'un magnifique hôtel particulier où ils

donneront d'ailleurs asile aux séances en 1971-72.

Depuis 1972, et dans un milieu intellectuel resté assez restreint, se sont créées diverses sociétés culturelles dont les objectifs recourent partiellement ceux de la Société Historique ; mais qui, en fait, complètent son action : *Amis du Musée Vivenel*, *Sauvegarde du Vieux Compiègne*, *Association Généalogique*, *Collège compiégnois Interâges*. La *Société d'Histoire Moderne et Contemporaine*, fondée fin 1977 par mon collègue Jacques Bernet, est affiliée à la Société des Etudes Robespierriennes et s'intéresse donc particulièrement à la période révolutionnaire, ses communications sont d'ailleurs beaucoup plus d'histoire générale que les nôtres ; bien que nous ayons regretté son titre qui prête à confusion, nos relations sont bonnes et nous nous sommes mutuellement invités à des réunions communes, ainsi le 7 mai 1983 nous recevions à l'Hôtel de Ville et, le 18 mars 1989, nous étions reçus au lycée Pierre d'Ailly. Notre société doit donc concentrer ses activités, garder surtout sa démarche d'érudition scientifique au service de l'histoire locale et régionale ; telle fut l'action de Louis Carolus-Barré dont la personnalité est reconnue du monde savant et qui va se dévouer pendant dix années, de 1973 à 1983, à une relance réussie. La Sauvegarde luttant directement pour la préservation du patrimoine, nous nous contentons d'émettre des *vœux* ou de rédiger des *adresses*, ce qui est d'ailleurs dans notre tradition ; ainsi eu 1990, vœu pour un musée du souvenir au camp de Royallieu ; en 1991, adresse de félicitation pour la mise en valeur de Saint-Pierre des Minimes et vœu pour une nouvelle affectation de cette église ; enfin, à l'occasion des fouilles de la Cour le Roi, pour le contrôle d'un archéologue sur tous les chantiers de la ville. Notre société a constamment enrichi la *bibliothèque Saint-Corneille* et le *musée Vivenel*, y déposant les dons et legs en sa faveur, ainsi que les publications échangées. Chaque année, une *excursion archéologique et historique* est organisée ; au lendemain de la dernière guerre, Jacques Mourichon en organisait même plusieurs ce qui contribuait à attirer un public, mais nombreuses sont désormais les sociétés qui font des promenades et ce n'est pas notre rôle. Depuis 1983, nous sommes allés successivement à l'abbaye de Maubuisson, aux châteaux de Fontainebleau et de Vaux-le-Vicomte, à Reims, Arras, à Paris sur les pas des carmélites martyres, en Thiérache, à Provins et Saint-Loup de Naud.

III. COMMUNICATIONS ET PUBLICATIONS DEPUIS DIX ANS

Le rythme des *communications mensuelles*, sauf en été, a été tenu très régulièrement depuis le Second Empire ; des *colloques* sur des thèmes précis ont rassemblé des chercheurs de haut niveau. De 1929 à 1972, les séances se tenaient le 20 de chaque mois, le transfert au premier samedi a permis une audience plus régulière, même si certaines professions sont ainsi sacrifiées ; la tenue de séances supplémentaires le mercredi soir y remédie en partie. Ces communications doivent être

fondées, autant que possible, sur une recherche originale et sur des documents critiqués ; en ne se contentant pas de reprendre plus ou moins nos prédécesseurs mais en les utilisant et en les citant, avec un esprit critique ; toujours en fournissant des références précises. A côté de ces communications d'analyse érudite, il peut y avoir des essais de synthèse, fondés sur la longue durée et l'histoire comparative. Enfin de simples comptes rendus d'articles ou d'ouvrages, ou encore l'élucidation d'un point de détail, peuvent avoir de l'intérêt. A côté des chercheurs locaux, on peut faire appel à des spécialistes de certaines questions ou périodes, ou même à des personnalités reconnues de premier plan ; ce fut le cas avec Emmanuel Le Roy Ladurie en 1985, avec François Furet en 1989, avec Annie Kriegel en 1991 ; et en particulier lors du colloque pour le Millénaire Capétien, du Bicentenaire Révolutionnaire, du colloque "De Pierre d'Ailly à Christophe Colomb" en 1992.

Pendant la dernière décennie, il y eut quatre communications sur la *Préhistoire*, notamment avec Jean-Claude Blanchet et Marc Durand ; trente-et-une sur le *Moyen-Age* (dont quatorze lors des deux colloques), l'abbé Merlette étant le plus actif, avec Louis Carolus-Barré, Josiane Barbier, Philippe Racinet et Anne-Marie Bocquillon ; quatorze sur les *XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles* (dont trois lors des deux colloques), avec René Pillorget qui n'a pas marchandé son concours et notre secrétaire ; neuf sur la Révolution et vingt-trois sur les *XIX^e et XX^e siècles* (dont 4 aux deux colloques), avec Elie Fruit, votre secrétaire, et aussi votre président ; seize sur l'*Histoire de l'Art*, avec Françoise Maison ; neuf *divers*, (Généalogie, héraldique, plans, etc...), avec Josiane Marrant, Jean Desmarest.

La matière ne manque donc pas, c'est trop souvent l'argent qui fait défaut et les publications coûtent cher, surtout si l'on tient à garder la qualité indispensable aussi bien dans la forme que dans le fond. Ces publications forment le "trésor" dont je vous ai naguère parlé. En dehors du *Bulletin*, la dernière des *diverses publications* de la société (cartes et plans, excursions, fouilles, corpus, cartulaires, études de communes, de documents, de sites, de personnages, de catégories sociales...), fut le tome III du cartulaire de Saint-Corneille en 1977. La reproduction de l'étude de Paul Guynemer sur Offémont, a été offerte par le comte Jacques Pillet-Will, en 1991. Nos *trente-deux bulletins*, sous forme de volumes imprimés, ont eu longtemps une parution assez irrégulière, en moyenne tous les trois ans ; avec des lacunes dues aux deux guerres mondiales, ainsi que de 1948 à 1979 où ne parut que le tome 25, en 1960. Les *Procès-Verbaux*, édités à part de 1888 à 1936, sont maintenant repris, sous une forme détaillée, en tête de chaque bulletin. Depuis 1985, se sont succédés le tome 29, des articles divers, le tome 30 en 1988, avec les Actes du colloque pour le "Millénaire Capétien", le tome 31 en 1990 commémorait le "Bicentenaire révolutionnaire". Nous tentons de publier

chaque année, ainsi en 1991, nous avons inauguré une nouvelle collection *Les Petites Monographies illustrées*, formule beaucoup moins coûteuse et plus "grand public" dans sa forme ; plutôt qu'une publication en alternance avec le *Bulletin*, ce pourrait être celle des années de vache maigre et de contraintes budgétaires. Le tome 32 en 1992, contenait des articles divers ; et voici en 1993 le tome 33, consacré aux Actes du colloque "De Pierre d'Ailly à Christophe Colomb". Depuis septembre 1987, notre programme trimestriel est accompagné par *Les Petites Affiches*, donnant des informations sur nos activités, celles des sociétés voisines, ainsi que sur la recherche historique générale ou la vie culturelle locale.

Il y a un président responsable, il y a surtout une équipe, celle du conseil, diverse mais animée de la même volonté de faire vivre notre société avec votre aide ; car, sans vous, nous ne pourrions rien, c'est pourquoi nous comptons sur votre fidélité, c'est pourquoi il faut recruter de nouveaux adhérents que vous devez parrainer avec l'un des membres du conseil.

De l'équipe arrivée au conseil derrière Louis Carolus-Barré, en 1973, il ne reste que Brigitte Sibertin-Blanc Durand, Jean-Claude Blanchet et moi-même, qui avons adhéré sous Jacques Mourichon, rejoints par Christian Lapointe, nouvellement nommé au musée Vivenel. De l'équipe qui m'entourait en 1983, demeurent les mêmes plus Elie Fruit et Philippe Racinet.

Pour ma part, j'ai tenté de suivre l'exemple de mes prédécesseurs ; j'ai maintenu et, comme le répétait Charles Maurras, "maintenir c'est créer", c'est permettre les créations de l'avenir, éviter l'étouffante routine tout en respectant une tradition vivante et critique, c'est-à-dire l'essentiel de ce qui mérite de durer, en s'adaptant aux situations nouvelles. Il y a en tout cas un précepte fondamental, celui que j'ai lu au cours d'un récent pèlerinage à Domremy, gravé au fronton de la maison de notre Jeanne d'Arc : "Vive Labeur".
